

CRISE HUMANITAIRE EN RDC: POURQUOI L'ARGENT LIQUIDE EST LA MEILLEURE SOLUTION

OCTOBRE 2024

La violence et l'instabilité, associées à un manque cruel de services de base, affectent la population de la République démocratique du Congo (RDC) depuis des décennies. Les provinces orientales du pays sont devenues un environnement perpétuellement insécurisant et hostile, avec des conflits de faible intensité mais de plus en plus fréquents. En conséquence, on estime que plus de 25 millions de personnes - soit un quart de la population - auront besoin d'une aide d'urgence pour survivre en 2024, 40 % de la population étant confrontée à des niveaux sévères d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3 ou plus). La RDC est l'une des plus grandes crises de déplacement interne au monde, avec environ 7 millions de personnes déplacées, principalement dans l'est du pays.

En 2024, l'est de la RDC, en particulier le Nord-Kivu, a connu des niveaux de déplacement sans précédent en raison d'une recrudescence des conflits violents. Le nombre de personnes déplacées a presque triplé depuis août 2023, atteignant plus de 1,6 million, la majorité étant des femmes et des enfants (75 %). À Goma, par exemple, le nombre de ménages déplacés en 2024 est supérieur de 70 % à celui de 2023.

Bien que la situation humanitaire se soit clairement détériorée, la RDC reste l'une des crises humanitaires les plus négligées aujourd'hui, avec un manque d'attention politique et des déficits de financement chroniques. En 2024, seuls 35 % du plan de réponse humanitaire ont été financés.

La RDC est un exemple emblématique de la complexité et de la nature prolongée des crises où les défis interconnectés persistent. Malgré près de 30 ans d'assistance humanitaire, les acteurs de l'aide humanitaire et du développement ont eu du mal à apporter des améliorations significatives et durables dans la vie des populations touchées. Selon le Cluster Sécurité Alimentaire, en fonction du type d'intervention, seulement 40 à 70 % de chaque 100 USD investis dans l'aide humanitaire en RDC atteignent les personnes dans le besoin, ce qui est significativement inférieur à la base de référence pour les autres pays. Face à l'escalade des défis - tels que les chocs liés au climat comme les inondations, l'insécurité persistante et la faible capacité du gouvernement à fournir des services - un nouveau modèle d'intervention plus efficace et efficient est nécessaire de toute urgence en RDC.

L'argent liquide est plus rentable que d'autres modalités

L'assistance en espèces est une modalité flexible et rentable qui apporte des solutions dignes aux ménages vulnérables. Une étude de 2021 sur l'optimisation des ressources du programme SAFER, le plus grand mécanisme de réponse rapide pour les transferts d'argent liquide en RDC, a révélé que lorsque l'on compare les modalités, **les transferts d'argent liquide sont quatre fois plus**



*Les transferts
d'argent liquide sont
quatre fois plus
efficaces et environ
86 % moins chers que
l'assistance en
nature.*

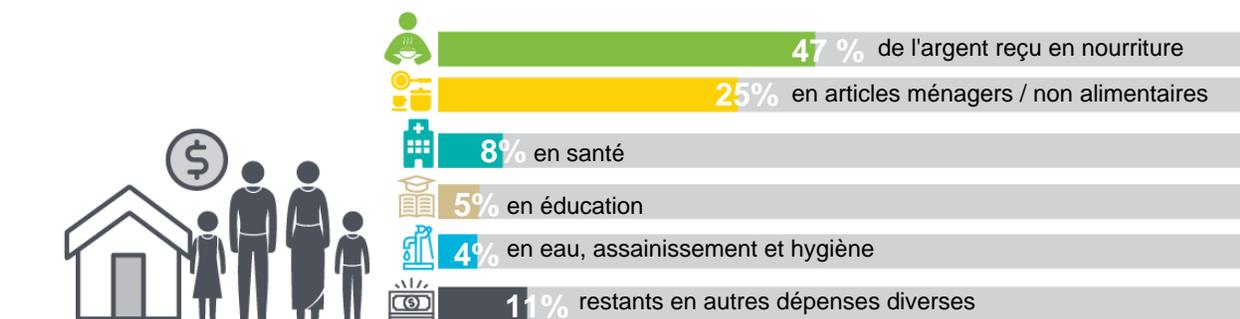
efficaces et environ 86 % moins chers que l'assistance en nature.¹ Cette efficacité signifie que le même montant de fonds peut soutenir un nombre beaucoup plus important de personnes vulnérables lorsqu'il est distribué sous forme de transferts d'argent liquide plutôt que sous forme d'aide en nature.

Les développements actuels ont conduit à une situation à Goma où les marchés sont inondés de dons en nature vendus à une fraction de leur coût, ce qui montre à quel point les gens sont désespérés de recevoir de l'argent. Lorsque les biens sont revendus à des prix inférieurs à leur coût d'achat initial, il y a une perte de valeur, ce qui réduit encore la rentabilité et la couverture de l'aide en nature.

L'argent liquide peut répondre à des besoins complexes et multiples

Les transferts d'argent liquide offrent plus d'autonomie et de dignité aux communautés vulnérables, qui ont le pouvoir de décider de ce qu'elles achètent, plutôt que de recevoir des fournitures qui ont peu de chances de répondre à leurs besoins spécifiques. Lorsque les marchés fonctionnent, les gens peuvent choisir d'utiliser les transferts d'argent liquide pour acheter les biens et les services dont ils ont le plus besoin. En RDC, l'hétérogénéité des contextes et la nature prolongée et complexe de la crise ont créé une grande diversité de besoins parmi les populations touchées, rendant l'assistance multisectorielle essentielle à l'efficacité de la réponse.

Les données montrent que lorsque les Congolais reçoivent de l'argent liquide, ils achètent un large éventail de biens et de services sur les marchés locaux, ce qui permet d'améliorer les résultats dans de multiples secteurs humanitaires. Les données sur les dépenses collectées par SAFER entre 2022 et 2023 montrent que les participants aux programmes d'aide financière dépensent:



En général, les articles non alimentaires sont plus chers que les produits alimentaires, ce qui peut expliquer la proportion relativement plus faible des dépenses totales consacrées à l'alimentation, alors même que les populations sont confrontées à une grave crise alimentaire.

Un grand nombre d'études montrent clairement que les personnes touchées par une crise ont tendance à faire des choix réfléchis et stratégiques pour répondre à leurs besoins. Les craintes que l'argent liquide soit dépensé pour des "biens de tentation" sont largement infondées. En fait, presque toutes les études montrent que les transferts d'argent liquide n'ont pas d'impact significatif ou qu'ils entraînent une diminution significative des dépenses pour ce type d'articles.

La nourriture, qui est un besoin particulièrement critique pour de nombreux ménages, peut être abordée avec succès par le biais de l'argent liquide. Les données SAFER agrégées depuis 2019 montrent qu'au départ, les niveaux de consommation alimentaire étaient alarmants ; seuls 2 % des participants au programme avaient un niveau acceptable, 15 % avaient un niveau limite et 83 % avaient un niveau de consommation alimentaire médiocre. Après une distribution unique d'argent, les résultats de la consommation alimentaire se sont considérablement améliorés. 50 % des personnes interrogées avaient un niveau acceptable, 35 % un niveau limite et seulement 15 % un niveau médiocre. En moyenne, une seule distribution d'argent a permis à 68 % des participants au programme de passer d'un niveau de consommation alimentaire médiocre à un niveau acceptable ou limite.

Si ces résultats confirment l'efficacité de l'argent liquide pour répondre aux divers besoins fondamentaux de la population de la RDC, certains éléments montrent également que l'impact de

¹ Value for money study, SAFER Consortium, Key Aid Consulting, Dec 2021.

l'argent liquide peut être limité par des facteurs de conception tels que le montant transféré et la fréquence des transferts. Cela suggère que la conception de programmes de transferts monétaires mettant davantage l'accent sur des valeurs de transfert adaptées et sur un soutien à plusieurs tours ou permettant des liens avec des acteurs de deuxième ligne améliorerait les résultats et permettrait aux communautés de répondre à un plus large éventail de besoins au fil du temps.

Les communautés préfèrent souvent l'argent liquide

Les communautés en RDC ont une forte préférence pour l'assistance en espèces, comme le montre l'expérience des acteurs humanitaires et comme le confirme une [étude](#) menée par Ground Truth Solutions (GTS) en mai 2023. L'étude montre que les besoins prioritaires non satisfaits identifiés par les communautés touchées sont la nourriture (64 %), l'argent liquide pour les besoins de base (58 %) et la santé (36 %). En outre, 64 % des personnes interrogées déclarent préférer l'argent liquide à d'autres modalités. Il a également été constaté que les personnes qui avaient reçu une ACV au cours des six derniers mois étaient plus positives quant à la satisfaction de leurs besoins que celles qui n'avaient reçu qu'une assistance en nature.

64 % des personnes interrogées déclarent préférer l'argent liquide à d'autres modalités.

L'étude GTS a révélé que les communautés locales de la RDC ont généralement l'impression que la communauté humanitaire n'offre pas d'opportunités suffisantes pour une participation et un retour d'information significatifs, et encore moins pour une prise de décision participative. Cela signifie généralement que les acteurs humanitaires fournissent une aide en nature sans consultation préalable des communautés locales.

Selon la [Revue Opérationnelle des Pratiques de Corruption en RDC](#), si la communauté d'accueil ne considère pas un programme comme pertinent, il y a une plus grande motivation pour s'engager dans des pratiques de corruption. **Le rapport GTS souligne qu'un quart des personnes interrogées connaissaient des membres de la communauté qui vendaient de l'aide en nature pour répondre à leurs besoins de base.** Ces données démontrent à la fois l'inefficacité potentielle des programmes en nature et leur incapacité à répondre aux divers besoins des communautés.

L'histoire de Buswaza

"Cet argent nous aidera à manger petit à petit et à acheter des vêtements pour nos enfants".

Dans la zone de santé de Drodro en Ituri, la vie de Buswaza a été marquée par des déplacements constants et des souffrances inimaginables. Cette jeune femme de 28 ans, mère de cinq enfants, dont quatre sont encore en vie, a été contrainte de fuir à plusieurs reprises en raison du conflit armé, ce qui l'a plongée dans une grande précarité et une grande vulnérabilité. *"Je ne peux même pas compter. C'est plus de cinq fois, probablement pas moins de 12. La dernière fois, c'était en janvier. Mais après cela, lorsque nous fuyons, nous ne nous éloignons pas de Langu",* déclare Buswaza.

Buswaza et son mari, Innocent, étaient tous deux enseignants, mais après quatre ans sans salaire, ils ont dû abandonner leur profession et se tourner vers l'agriculture. *"Nous cultivons ensemble, mais même l'agriculture est difficile à cause des problèmes que nous rencontrons ici",* dit-elle.

Pour nourrir ses jumeaux plus jeunes, Buswaza doit parfois leur donner de la bouillie de boue en raison du manque de nourriture. *"Nous avons donné cela aux enfants parce qu'il n'y avait rien à manger. Comme les mères allaitantes ne mangeaient pas bien, elles ne pouvaient pas produire de lait pour leurs enfants, alors nous leur avons donné cette bouillie".*

Les liquidités sont adéquates dans un contexte de marchés résilients

Alors que les marchés de la RDC sont inévitablement sujets à des perturbations en raison d'une infrastructure médiocre ou inexistante et de décennies de conflit, plusieurs initiatives solides de suivi des marchés et des prix mises en œuvre par [REACH](#), [le Cash Working Group \(CWG\)](#), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et SAFER démontrent le niveau élevé de résilience des marchés face à des événements perturbateurs. Malgré 30 ans d'instabilité, une infrastructure médiocre et une faible demande due à une pauvreté chronique et extrême, les marchés congolais restent dynamiques, le commerce pénétrant profondément dans toutes les régions du pays et impliquant activement toutes les populations congolaises. Plus de 85 % de la main-d'œuvre est engagée dans l'économie informelle, les marchés fournissant un revenu modeste mais régulier aux populations vulnérables. Cependant, l'injection de grandes quantités d'aide en nature dans ces marchés a entraîné la fermeture de petits commerces et des fluctuations de prix, déstabilisant davantage les revenus des vendeurs locaux.

Les évaluations de marché menées par SAFER avant chaque intervention montrent que les marchés fonctionnent généralement assez bien pour soutenir une réponse d'assistance monétaire polyvalente (MPCA). À ce jour, SAFER a réalisé 117 évaluations de marché, dont 70 % (80 cas) se sont révélées propices aux programmes d'aide financière et ont donné lieu à des distributions d'aide financière polyvalente.

En plus d'aider à maintenir les marchés locaux à flot, les transferts d'argent liquide ont un effet multiplicateur, stimulant les dépenses et l'économie locale. [La recherche](#) montre que pour chaque dollar de transfert d'argent liquide, 1,30 à 2,50 USD supplémentaires sont générés dans l'économie locale, ce qui représente un avantage significatif au-delà des ménages bénéficiaires immédiats.

Surmonter les défis

Fragilité du marché

Malgré leur capacité à soutenir les communautés dans le besoin, les marchés restent fragiles. En avril de cette année, [le rapport de suivi des marchés](#) a montré que 19 des 26 marchés évalués avaient une fonctionnalité totale ou limitée, tandis que les sept autres avaient une fonctionnalité faible ou nulle. L'analyse montre que les principaux facteurs affectant la fonctionnalité des marchés et la capacité des vendeurs à reconstituer leurs stocks sont la fluctuation des taux de change, l'instabilité de la sécurité, le mauvais état des infrastructures et des routes, et les coûts de transport. Toutefois, certains de ces défis peuvent être atténués par une demande accrue et soutenue, ce qui peut être réalisé en liant les programmes d'AMPC de première ligne à un soutien à plus long terme - idéalement pendant plus de trois mois. En permettant aux personnes de bénéficier d'un soutien financier sur une période plus longue, les marchés bénéficieraient d'une demande stable, ce qui aiderait les petites entreprises à se rétablir grâce à un flux de trésorerie soutenu, réduirait la volatilité des prix, ajusterait la qualité et la quantité de l'offre et favoriserait une économie locale plus résiliente. Comme le montre l'expérience, les transferts monétaires peuvent être [adaptés avec succès à des contextes de volatilité économique](#).

Le système financier sous-développé de la RDC

Alors que les agences humanitaires travaillent avec diverses institutions financières pour distribuer des fonds dans les zones difficiles d'accès, les grands fournisseurs financiers refusent souvent de fournir ce service dans certaines zones en raison de problèmes logistiques et de sécurité. L'extension des services financiers numériques à l'échelle nationale au-delà des territoires clés tels que Goma, tout en maintenant des mesures anti-fraude strictes et adaptées au contexte², pourrait améliorer de manière significative la portée et la rapidité des programmes de distribution d'argent.³ Travailler avec des

² Par exemple, dans le cas de Give Directly, la fraude s'est produite lorsque les responsables de la mise en œuvre ont renoncé à l'une des exigences du processus (enregistrement des cartes SIM auprès des vendeurs).

³ Il convient de noter qu'au cours du premier trimestre 2014, 27 % de l'aide en espèces a été fournie par le biais de l'argent mobile, ce qui représente environ 6,6 millions d'USD. 69 % de l'aide a été fournie par l'intermédiaire des banques. En juin 2024, 43 % et 2,1 millions USD ont été distribués par l'intermédiaire de l'argent mobile et 43 % par les banques traditionnelles.

services financiers numériques pourrait également offrir des opportunités pour des activités de renforcement de la résilience à plus long terme, telles que l'alphabétisation numérique et financière et l'inclusion. Entre-temps, il existe des alternatives pour accéder aux communautés éloignées et difficiles à atteindre. Par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les transferts monétaires (CWG), les acteurs du secteur travaillent à la diversification des PSF et à l'utilisation de prestataires locaux alternatifs, tels que les commerçants, les coopératives et les ONG nationales qui fournissent des services financiers. Cela permet de s'assurer que les transferts d'argent liquide atteignent les communautés qui, autrement, ne seraient pas desservies par les grands opérateurs financiers. Ces partenariats pourraient également permettre de distribuer des espèces à moindre coût, les frais de service profitant aux communautés locales plutôt qu'aux grandes sociétés financières.

Prévention de la fraude et rapidité

La RDC est particulièrement vulnérable aux risques de fraude et de détournement, qui ont causé des dommages importants aux organisations et aux communautés dans le besoin par le passé, et qui continuent d'affecter tous les programmes humanitaires, y compris l'argent liquide. Ces risques peuvent être accrus par la volonté d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire vers les communautés vulnérables. L'examen opérationnel de l'exposition à la corruption en RDC a révélé une corrélation évidente entre le risque de corruption et le temps nécessaire à l'acheminement de l'aide humanitaire, en particulier dans le cas de l'aide d'urgence. Les risques de corruption augmentent lorsque le temps disponible pour effectuer la diligence nécessaire et pour mettre en œuvre des mesures anti-fraude sur le terrain est réduit. La recherche d'un juste équilibre entre rapidité et prévention de la fraude a été au cœur des efforts des acteurs de l'argent liquide, et SAFER a récemment piloté plusieurs initiatives visant à réduire le délai entre l'alerte et la distribution, sans compromettre les mesures d'atténuation étendues mises en place pour prévenir le détournement, la fraude et le gaspillage de l'aide humanitaire. Les résultats d'une récente évaluation externe montrent que les changements de processus ont permis de gagner en moyenne 39 jours par rapport au délai d'intervention habituel (de neuf à douze semaines en moyenne). Les changements n'ont pas entraîné de problèmes importants en matière de conformité, de responsabilité, d'efficacité ou d'équité. Les résultats sont prometteurs et placent la SAFER sur la bonne voie pour fournir une assistance en espèces plus rapidement qu'auparavant, tout en veillant à ce que les mesures de conformité, de prévention de la fraude et de la LEFP soient maintenues.

Alors, pourquoi pas de l'argent liquide?

Malgré les difficultés, l'expérience de première main des acteurs humanitaires montre que l'assistance en espèces est une modalité viable de réponse aux situations d'urgence en RDC

Par exemple, en cinq ans d'opérations humanitaires, la SAFER a atteint 4,2 millions de personnes avec une assistance d'urgence, dont 73 %, soit plus de trois millions de personnes, ont reçu des transferts monétaires. Cela correspond à 40 % du nombre total de personnes déplacées depuis 2019.

Une question d'état d'esprit

Alors que le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) de la RDC a été l'une des premières stratégies humanitaires internationales à inclure l'argent liquide à usages multiples, il reste une modalité sous-utilisée. Depuis 2018, [le Service de suivi financier \(FTS\)](#) et le [GTC](#) ont indiqué qu'une moyenne de 4 % du financement total a été allouée à l'assistance en espèces et en bons d'achat (CVA).⁴ De même,

⁴ Selon le document de l'ODI intitulé *Humanitarian Cash Transfers in the DRC* : <https://media.odi.org/documents/11416.pdf>⁴ Les données comprennent les chiffres de la CVA rapportés par le CWG pour 2021, 2022, 2023 et 2024. Le reste des données a été tiré de la FTS, en reconnaissant qu'elles pourraient ne pas être exactes, mais qu'elles sont indicatives. Le FTS fait état d'un AAM nul en 2019 et 2020, et de chiffres nettement inférieurs pour 2021, ce qui indique que le système de déclaration n'est pas fiable.

depuis 2019, la SAFER a déboursé 68,1 millions USD de MPCA, ce qui ne représente qu'un pour cent du total des fonds dépensés en RDC de 2019 à 2024.

Ces chiffres témoignent d'un contexte dans lequel l'utilisation des programmes basés sur l'argent liquide est très en retard par rapport aux progrès réalisés au niveau mondial. Selon le [State of the World Cash Report](#), l'ACV représentait 21 % de l'ensemble du financement humanitaire international en 2022 et a le potentiel de représenter 30 à 50 %. En RDC, si 30 % de l'ensemble des fonds humanitaires avaient été affectés à l'ACV en RDC entre 2018 et 2024, la communauté humanitaire aurait atteint 8,2 millions de personnes déplacées avec 1,1 milliard de dollars d'assistance directe.

La réponse humanitaire en RDC réunit les conditions nécessaires à l'intensification des transferts monétaires. Les transferts monétaires sont faisables, responsables, rapides et constituent une modalité privilégiée, mais ils sont largement menés par quelques organisations telles que les partenaires du Consortium SAFER, au lieu d'être la réponse par défaut. Si l'assistance en nature est nécessaire dans certaines régions où les marchés ont été gravement touchés par les conflits et les infrastructures déficientes, elle ne devrait jamais être l'option par défaut. Pourtant, certains acteurs humanitaires continuent de donner la priorité à l'aide en nature alors que l'analyse du marché et les consultations communautaires montrent que l'argent liquide serait plus approprié. Les agences humanitaires ont encore du travail à faire pour intégrer les transferts d'argent liquide dans leurs systèmes et leurs cultures⁵ afin de s'assurer que les besoins et les voix des communautés touchées par la crise sont au cœur de la réponse.

Une question de coordination

Dans le paysage humanitaire actuel, des problèmes de coordination persistants empêchent la mise en œuvre coordonnée des interventions en espèces, limitant ainsi leur impact global. L'un des principaux problèmes est le manque de coordination et d'harmonisation entre les acteurs humanitaires, ce qui entraîne des incohérences dans les valeurs de transfert fournies dans des contextes similaires. Cette incohérence résulte d'un manque d'adhésion au panier minimum de dépenses (PMD) national, ce qui conduit certaines agences à fournir des transferts monétaires globaux sans tenir compte des prix du marché local ou de la gravité des besoins. Dans le même temps, d'autres agences calculent les montants des transferts sur la base de ces facteurs, ce qui entraîne des disparités et, dans certains cas, des tensions entre les communautés, ainsi que des occasions manquées de comparer l'impact des différentes interventions.

En outre, le manque de coordination entre les acteurs sectoriels et ceux du MPCA entrave les interventions conjointes. Cette déconnexion empêche souvent la mise en œuvre de réponses conjointes où l'aide sectorielle en nature pourrait être complétée par le MPCA, fournissant une MEB partielle sans la composante sectorielle correspondante. Une telle intégration pourrait maximiser l'impact, réduire la revente de l'aide en nature sur le marché et garantir une assistance plus ciblée et plus efficace. Les efforts intentionnels de partage de données entre agences pour aider la même population avec des services complémentaires sont rares et ad hoc. Pour résoudre ces problèmes, l'amélioration de la coordination et du partage des données entre les acteurs humanitaires est une étape fondamentale vers une réponse intégrée et une meilleure responsabilisation.

RECOMMANDATIONS

Pour que l'action humanitaire devienne plus efficace et plus responsable vis-à-vis des populations touchées, la communauté humanitaire en RDC doit adopter et mettre pleinement en œuvre la révolution mondiale de l'argent liquide. L'assistance en nature ne peut pas continuer à être la réponse par défaut, même lorsque l'argent liquide ou d'autres modalités sont plus appropriées, simplement en raison de l'inertie et du manque de volonté de changer le statu quo.

Les donateurs et les acteurs humanitaires devraient prendre les mesures suivantes pour augmenter de manière responsable l'aide en espèces et accroître l'efficacité de la réponse humanitaire en RDC:

⁵ Selon le document de l'ODI intitulé *Humanitarian Cash Transfers in the DRC* : <https://media.odi.org/documents/11416.pdf>

1. Les donateurs devraient augmenter de manière significative leurs allocations budgétaires pour la CVA au cours du prochain exercice financier.
2. Les acteurs humanitaires devraient utiliser l'argent liquide comme réponse par défaut lorsque la fonctionnalité du marché et la sécurité le permettent, et en fonction des préférences de la communauté.
3. L'HCT, le CWG et les chefs de file sectoriels doivent diriger les efforts déployés par tous les acteurs humanitaires pour normaliser la conception et l'établissement de rapports sur la programmation en espèces. Ces efforts doivent inclure:
 - Mettre en place un mécanisme solide de déduplication afin d'accroître l'efficacité et de dédupliquer l'assistance entre les acteurs de la distribution d'argent.
 - Harmoniser la valeur et la fréquence des transferts d'argent liquide afin d'éviter les inégalités au sein de la réponse et d'améliorer la qualité globale de la réponse.
 - Concevoir la programmation de l'AMPC et de l'AVC sectorielle de manière à ce qu'elles se complètent stratégiquement, en veillant à ce que l'AMPC réponde aux besoins essentiels tandis que l'AVC sectorielle s'attaque aux vulnérabilités ciblées et aux résultats spécifiques.
 - Adopter un format d'accord de partage de données qui réponde aux besoins de tous les acteurs humanitaires opérant en RDC afin de faciliter la coordination et les références croisées.
 - Mettre en place un mécanisme harmonisé de rapport et de suivi afin de fournir des informations opportunes et précises pour suivre la croissance de la CVA dans tous les secteurs et les indicateurs clés de la CVA et de la MPCA, ainsi que les progrès vers des indicateurs de qualité harmonisés, conformément à la [méthodologie des Exigences minimales de suivi](#) et à l'[approche de l'IASC pour le suivi de la CVA](#). [les orientations de l'IASC sur l'aperçu de l'AMPC et de l'EVC dans les PRH](#).
4. Les acteurs de l'aide humanitaire en espèces, le HCT et le CWG devraient collectivement s'engager auprès des institutions financières telles que les banques, les agents de transfert et les coopératives et les inciter à accroître la couverture et à étendre les services afin d'inclure une adoption et une couverture plus larges des mécanismes de transfert numérique, tels que l'argent mobile. Les approches innovantes devraient être encouragées dans la mesure du possible et soutenues par la documentation des enseignements tirés et des meilleures pratiques par le GTC et ses membres.
5. Les donateurs humanitaires et les acteurs opérationnels doivent veiller à ce que la conception des programmes d'aide en espèces s'appuie sur des preuves de leur efficacité et de l'évolution des risques. Ils doivent notamment refuser de faire des compromis sur la qualité et la prévention des fraudes pour obtenir une plus grande rapidité. Les bailleurs de fonds et les acteurs de la distribution d'argent doivent explorer diverses conceptions de CVA adaptées aux contextes spécifiques de la RDC, y compris les déplacements à court terme et les déplacements prolongés.

